

« L'absence d'avenir pousse les Palestiniens à regarder toujours plus en arrière »

8 avril 2018



Selon la politologue Stéphanie Latte Abdallah, dans une tribune au « Monde », le mouvement de protestation à Gaza rappelle que rien n'a changé pour les Palestiniens depuis la Nakba - l'expulsion de centaines de milliers d'entre eux lors de la création d'Israël -, en 1948.

Tribune. La « Grande Marche du retour » lancée le 30 mars à Gaza à l'initiative de groupes de la société civile, auxquels s'est rapidement joint l'ensemble des factions politiques palestiniennes, et notamment le Hamas qui gouverne la bande de Gaza, participe d'un mouvement de fond, qui ne se résume pas à l'instrumentalisation politique et à la bataille médiatique dont elle fait l'objet entre Israël et le Hamas.

Elle doit durer six semaines, jusqu'au 15 mai, jour de la commémoration de l'exode (nommé la Nakba, « la catastrophe ») de près de 900 000 Palestiniens lors de la guerre de 1948, selon les chiffres des organisations humanitaires et internationales alors présentes sur place (Croix-Rouge, Quakers, puis l'UNRWA – Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

Lire aussi : [La « marche du retour » dans la bande de Gaza, un tournant stratégique pour le Hamas](#)

Elle s'ancre sur la question du retour des réfugiés, alors que 1,3 million sur 2 millions de Gazaouis sont des réfugiés ; et qu'Israël s'apprête à fêter en mai ses 70 ans d'existence, quand les Palestiniens n'ont pas vu leurs aspirations nationales et étatiques se réaliser et que le territoire qu'ils contrôlent n'a cessé de se réduire comme peau de chagrin depuis le plan de partage des Nations unies de novembre 1947.

Remettre Gaza centre de l'attention internationale

Les conditions de vie désastreuses à Gaza ont largement participé du déclenchement de cette mobilisation qui entend remettre Gaza et son enfermement au centre de l'attention internationale. Des conditions de vie qui ne cessent d'empirer depuis le début du blocus israélien il y a plus d'une décennie, auquel s'ajoute celui maintenu par l'Egypte de Sissi.

La politique américaine actuelle, largement gouvernée par des hommes politiques favorables aux intérêts des colons, est également un facteur-clé quand elle enlève toute perspective d'avenir aux Palestiniens. Elle déclenchera sans aucun doute des manifestations plus importantes, également en Cisjordanie et à Jérusalem, sur les check-points et autres lieux de friction.

Cette forme de mobilisation n'est pas nouvelle et cette « Grande Marche du retour » fait suite à d'autres, lancées précédemment : celles du 15 mai 2011 dans le Golan et sur la frontière libanaise, suivies en juin 2011 par une autre manifestation similaire dans le Golan occupé lors de la guerre de six jours de juin 1967. Elles se soldèrent par plusieurs morts et de nombreux blessés. Elle fait également écho aux « marches du retour » des déplacés de l'intérieur, organisées chaque année depuis plus d'une décennie le 10 mai par une association de Palestiniens citoyens d'Israël.

Lire aussi : [Ronit Matalon, écrivaine israélienne : « Nous vivons sous un régime d'apartheid »](#)

Plus largement, elle s'inscrit dans une transformation longue des modes d'action militants en Palestine commencée en 2004, et le lancement de manifestations et de marches hebdomadaires de la résistance populaire dans des villages de Cisjordanie touchés par le « mur » et la colonisation, à Nailin, Beilin, Beit Ommar, Kafr Qaddum, Nabi Saleh, la vallée du Jourdain, etc.

Ces mobilisations ont visé à défendre les droits sur la terre, les droits aux ressources, à la mobilité par la non-violence et des actions parfois innovantes destinées à gagner la bataille des images, des médias et de l'opinion internationale. Les partis politiques ont longtemps regardé ce type d'actions avec condescendance.

Changement de perspective

Toutefois, leur multiplication, leurs succès et leur capacité à fédérer des militants de générations et de parcours divers, de même que l'influence croissante d'un autre mouvement non violent émanant de la société civile, BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions – campagne nationale et internationale de boycottage des institutions et des produits israéliens lancée en 2005 par un collectif d'ONG), ont changé cette perspective.

De nombreuses personnalités politiques ont appelé à fédérer les luttes, que ce soit au Fatah, notamment

Marouane Bargouthi, au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), et maintenant au Hamas. En dépit de l'échec actuel de la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, des militants et leaders des différentes factions discutent conjointement depuis quelque temps déjà de l'importance d'opérer un tournant stratégique, en prenant acte du peu de résultats obtenus par les uns, par les négociations, et par les autres, par les armes.

Il s'agit de développer des actions militantes non violentes et plus créatives, qui s'associent aux initiatives de la société civile (marches, sabotages, boycottage, etc.) permettant d'inscrire la cause palestinienne dans une longue filiation de luttes pacifiques contre la colonisation ou l'apartheid bénéficiant d'une forte aura internationale : tout particulièrement celles conduites par Gandhi et par Mandela.

Les autorités israéliennes ont pris la mesure des effets potentiels de ce type de luttes, en considérant par exemple BDS comme une menace stratégique majeure. Elles savent que les moyens dont elles disposent pour combattre dans la durée une résistance non violente sont limités, et que la brutalité de la riposte militaire actuelle, avec déjà 30 morts et de nombreux blessés depuis le déclenchement de la « Grande Marche », leur attirera des critiques de plus en plus véhémentes à l'extérieur et à l'intérieur d'Israël, et le discrédit international.

Alors que le gouvernement israélien s'enferme aujourd'hui dans une position intransigeante et pro-colonisation, les conditions actuelles et l'absence d'avenir poussent les Palestiniens à regarder toujours plus en arrière et à lire le présent à l'aune de l'exode : ce que certains nomment le processus de « Nakba continue », c'est-à-dire, notamment, la poursuite de la colonisation qui s'étend toujours plus en Cisjordanie et à Jérusalem, la non-reconnaissance et la destruction des villages bédouins d'Israël.

Impasse de la solution à deux Etats

En 2017, le Hamas a de fait reconnu dans sa nouvelle charte l'existence d'Israël dans ses frontières d'avant la guerre de 1967, tout comme le Fatah l'avait fait en signant les accords d'Oslo. Pourtant, l'impasse actuelle de la solution à deux Etats pousse un nombre croissant de Palestiniens à soutenir l'idée d'une solution à un Etat, et à revenir sur l'histoire de 1948 pour faire valoir des droits politiques sur la terre et/ou à la compensation et/ou à une reconnaissance mémorielle.

Ils sont soutenus par des Palestiniens d'Israël et des militants israéliens, comme l'association Zochrot. Créée en 2004 pour mener des actions contre l'oubli de la disparition des villages et des Palestiniens en 1948, dont des marches de commémoration sur les sites des anciens villages, elle s'est associée à la « Marche du retour » des déplacés de l'intérieur.

En 2014, avec un groupe de jeunes militants palestiniens du village d'Iqrit, en Galilée, elle a créé l'application pour Smartphone iNakba qui localise et documente les villages détruits. Dans un contexte de forte fragmentation territoriale et politique, l'exode de 1948, avec la question des réfugiés, est en outre la seule ressource militante partagée (avec celle des prisonniers en Israël) à même de rallier le plus grand nombre et de fédérer par-delà les divisions.

Stéphanie Latte Abdallah et Cédric Parizot ont codirigé l'ouvrage « Israël/Palestine. L'illusion de la séparation » (Publications de L'Université de Provence, 2017).

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/L-absence-d-avenir-pousse-les-Palestiniens-a-regarder-toujours-plus-en-arriere>

